

QUE le présent décret remplace le décret numéro 665-2020 du 22 juin 2020;

QUE le nom du comité prévu au deuxième tiret du troisième alinéa du décret numéro 1166-2017 du 6 décembre 2017 soit modifié en conséquence.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

73992

Gouvernement du Québec

### **Décret 62-2021, 27 janvier 2021**

CONCERNANT monsieur Martin-Philippe Côté, secrétaire général associé à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques au ministère du Conseil exécutif

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE soit attribué à monsieur Martin-Philippe Côté, secrétaire général associé à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques au ministère du Conseil exécutif, administrateur d'État II, le statut d'administrateur d'État I ainsi que le rang et les privilèges d'un sous-ministre et que son traitement annuel soit majoré de 5 %;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées s'appliquent à monsieur Martin-Philippe Côté comme sous-ministre du niveau 2;

QUE le décret numéro 1325-2018 du 31 octobre 2018 soit modifié en conséquence;

QUE le présent décret prenne effet à compter des présentes.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

73993

Gouvernement du Québec

### **Décret 63-2021, 27 janvier 2021**

CONCERNANT la Directive sur l'audit interne dans les ministères et les organismes

ATTENDU QUE la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01) instaure un cadre de gestion axée sur les résultats dans l'Administration gouvernementale;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 74 de la Loi sur l'administration publique, le Conseil du trésor peut, lorsqu'il estime qu'une question est d'intérêt gouvernemental, prendre une directive sur la gestion des ressources humaines, budgétaires ou matérielles dans les ministères et les organismes de l'Administration gouvernementale concernés;

ATTENDU QUE le Conseil du trésor estime qu'il est d'intérêt gouvernemental d'instaurer un nouveau cadre de gouvernance de la fonction d'audit interne dans les ministères et les organismes afin de soutenir l'intégration des meilleures pratiques en la matière;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 74 de la Loi sur l'administration publique, une telle directive doit être approuvée par le gouvernement;

ATTENDU QUE, le Conseil du trésor a pris la Directive sur l'audit interne dans les ministères et les organismes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor :

QUE la Directive sur l'audit interne dans les ministères et les organismes, annexée au présent décret, soit approuvée.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

### **ANNEXE**

#### **Directive sur l'audit interne dans les ministères et les organismes**

Loi sur l'administration publique  
(chapitre A-6.01, article 74)

### **SECTION 1**

#### **OBJECTIFS ET CHAMP D'APPLICATION**

1. La présente directive vise à instaurer un cadre de gouvernance pour la fonction d'audit interne au sein des ministères et des organismes dans le but de renforcer les saines pratiques de gestion et de contribuer à l'amélioration de leur performance. À cette fin, la directive a pour objectifs de :